

# Le Quotidien

Statistique Canada

**Le mercredi 29 juillet 2015**  
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

---

## Communiqués

---

Chargements ferroviaires, mai 2015	2
Comptes des flux physiques : utilisation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre, 2013	3
Dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2013-2014	5
Recherche et développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2014-2015	8
Statistiques trimestrielles sur l'aviation civile, troisième trimestre de 2014	9

---

## Nouveaux produits et études

---



---

## Communiqués

---

### Chargements ferroviaires, mai 2015

Le volume de fret ferroviaire transporté au Canada a totalisé 30,0 millions de tonnes métriques en mai, en baisse de 7,2 % par rapport au même mois de l'année précédente.

Le fret provenant du Canada et destiné à l'intérieur du Canada et à d'autres régions du monde a diminué de 5,8 % pour s'établir à 26,9 millions de tonnes. Ces chargements sont composés de fret de type non intermodal (c'est-à-dire le fret transporté dans des wagons couverts ou chargé en vrac) et intermodal (c'est-à-dire le fret transporté par conteneurs et dans des remorques sur wagons plats).

Le fret de type non intermodal a reculé de 6,3 % pour s'établir à 292 000 wagons. La quantité de fret chargé dans ces wagons s'est chiffrée à 24,0 millions de tonnes, en baisse de 6,5 %. Cette diminution est attribuable à des baisses de chargements de plusieurs groupes de marchandises, particulièrement le charbon (en baisse de 887 000 tonnes), le mazout et le pétrole brut (en baisse de 536 000 tonnes) et le blé (en baisse de 307 000 tonnes).

En mai, les chargements de type intermodal ont augmenté de 3,2 % pour s'établir à 195 000 unités. Exprimé en tonnage, le trafic a connu une hausse de 0,7 % pour s'établir à 2,9 millions de tonnes, en raison d'une hausse des chargements de marchandises conteneurisées.

Le trafic de fret provenant des États-Unis a diminué de 18,1 % pour s'établir à 3,1 millions de tonnes, sous l'effet d'une baisse des chargements de type non intermodal et intermodal.

#### **Note aux lecteurs**

*Cette enquête présente des données essentielles à l'analyse actuelle du secteur du transport ferroviaire et à l'évaluation de sa contribution à l'économie canadienne. Les données de l'enquête portent sur les transporteurs ferroviaires ayant des activités au Canada qui fournissent des services de fret pour compte d'autrui. L'information est fournie sur le transport de divers composants des chargements ferroviaires, y compris le nombre de wagons, le tonnage, les unités et les unités équivalant à 20 pieds.*

*Les données regroupées sont disponibles pour le Canada, la division Est et la division Ouest.*

*Les données regroupées qui figurent dans le présent communiqué ne sont pas désaisonnalisées.*

**Données offertes dans CANSIM : tableau [404-0002](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2732](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

## Comptes des flux physiques : utilisation d'énergie et émissions de gaz à effet de serre, 2013

### Flux physiques selon l'industrie et les ménages

La consommation totale d'énergie par les industries et les ménages au Canada a progressé de 2,1 % en 2013, après avoir augmenté de 0,2 % l'année précédente. Les émissions de gaz à effet de serre (GES), qui avaient augmenté de 1,0 % en 2012, se sont accrues de 1,9 % en 2013.

Ces changements sont survenus en parallèle avec une croissance économique, mesurée par le produit intérieur brut, laquelle était de 2,0 % en 2012 et de 2,1 % en 2013.

Les ménages ont continué de consommer le plus d'énergie en 2013, soit 23,7 % de l'énergie consommée à l'échelle nationale, en hausse comparativement à 23,3 % en 2012. À l'inverse, les ménages ont été à l'origine de 19,4 % des émissions nationales de GES, car ils consomment en grande partie de l'électricité, qui ne contribue pas directement aux émissions de GES par les ménages.

La consommation d'énergie dans les services publics et la construction a reculé pour une troisième année consécutive, représentant 12,6 % du total en 2013, comparativement à 13,2 % en 2012.

La tendance à la hausse des émissions de GES dans les industries de l'extraction minière, de l'exploitation en carrière et de l'extraction de pétrole et de gaz s'est poursuivie. Ces industries sont demeurées la première source d'émissions de GES en 2013, ayant produit 21,5 % du total national. Ces industries jouent un rôle plus important au chapitre des émissions de GES qu'à celui de la consommation d'énergie, en raison des émissions fugitives provenant de l'extraction de pétrole et de gaz. Il en va de même pour les industries de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche et de la chasse (soit 11,2 % des émissions nationales de GES), en raison des émissions associées à la production agricole et à l'élevage.

Dans les autres services et l'administration publique, les émissions de GES ont augmenté de 5,0 %, malgré une diminution de la consommation d'énergie. Cette diminution était reliée à une baisse de la consommation d'électricité, laquelle a été contrebalancée par une augmentation de la consommation de combustibles fossiles.

**Tableau 1**  
**L'utilisation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre au Canada, 2013**

	Utilisation d'énergie			Émissions de gaz à effet de serre <sup>1</sup>		
	térajoules	% du total	variation annuelle en %	kilotonnes	% du total	variation annuelle en %
<b>Total, industries et ménages</b>	<b>11 665 286</b>	<b>100,0</b>	<b>2,1</b>	<b>769 734</b>	<b>100,0</b>	<b>1,9</b>
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	316 785	2,7	4,5	86 157	11,2	3,6
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	2 038 871	17,5	4,4	165 512	21,5	2,8
Services publics et construction	1 471 156	12,6	-2,1	97 196	12,6	-1,9
Fabrication	2 417 649	20,7	3,3	131 300	17,1	1,8
Commerce de gros et commerce de détail	334 480	2,9	1,9	18 098	2,4	4,4
Transport et entreposage	991 125	8,5	-1,0	67 024	8,7	-1,2
Autres services et administrations publiques	1 332 536	11,4	-0,4	55 412	7,2	5,0
Ménages	2 762 684	23,7	4,0	149 036	19,4	2,9

1. Les données des comptes de flux physiques pour les émissions de gaz à effet de serre diffèrent de celles publiées dans le *Rapport d'inventaire national* d'Environnement Canada en raison des différences dans les méthodologies utilisées pour les produire. Pour de plus amples renseignements, consultez la [page de l'enquête](#).

Source(s) : Tableaux CANSIM [153-0113](#) et [153-0114](#).

### Note aux lecteurs

Les Comptes des flux physiques de Statistique Canada servent à enregistrer les flux annuels de ressources naturelles, de produits et de résidus entre l'économie canadienne et l'environnement. Les données sont présentées de manière à refléter les activités des industries, des ménages et des administrations publiques, et elles s'appuient sur le système de classification utilisé dans les Comptes d'entrées-sorties de Statistique Canada. Ces données sont offertes à l'échelle nationale seulement.

Les données provisoires des Comptes des flux physiques de 2012 et de 2013 sur la consommation d'énergie et les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont maintenant disponibles. Les données de la consommation d'énergie et des émissions de GES de 2009, de 2010 et de 2011 ont été mises à jour à l'aide des données sources révisées.

Les intensités de la consommation d'énergie et des émissions de GES par industrie de 2009 à 2011 ont fait l'objet de révisions et reflètent les mises à jour des données de la consommation d'énergie et des émissions de GES.

Un tableau révisé sur la consommation d'énergie et les émissions de GES par catégorie de demande finale de 2009 à 2011 est maintenant disponible, et il reflète également les mises à jour des données de la consommation d'énergie et des émissions de GES.

Environnement Canada est responsable de la production du Rapport d'inventaire national sur les sources et puits de gaz à effet de serre. Cet inventaire permet au Canada de s'acquitter de ses obligations en matière de déclaration aux termes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et il constitue le point de référence officiel pour les émissions de GES au Canada. Les exigences de déclaration de la CCNUCC diffèrent des lignes directrices méthodologiques du Système de comptabilité économique et environnementale des Nations Unies utilisées pour produire le Compte des émissions de gaz à effet de serre présenté ici. Pour obtenir plus d'information sur ces différences, consultez la [page de l'enquête](#).

**Données offertes dans CANSIM : tableaux [153-0113](#) à [153-0115](#) et [153-0129](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5115](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

## Dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2013-2014

Les dépenses totales en recherche et développement expérimental (R-D) effectuées dans le secteur de l'enseignement supérieur au Canada ont diminué de 1,8 %, passant de 13,0 milliards de dollars en 2012-2013 à 12,7 milliards de dollars en 2013-2014.

**Tableau 1**

### Dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, selon la source de financement

	2012-2013 <sup>r</sup>		2013-2014		2012-2013 à 2013-2014 variation en %
	millions de dollars	% du total	millions de dollars	% du total	
<b>Total, dépenses</b>	<b>12 953,4</b>	<b>100,0</b>	<b>12 714,6</b>	<b>100,0</b>	<b>-1,8</b>
Enseignement supérieur	6 145,5	47,4	6 239,8	49,1	1,5
Administration publique fédérale	3 168,8	24,5	3 102,5	24,4	-2,1
Administrations publiques provinciales	1 361,1	10,5	1 178,5	9,3	-13,4
Organismes privés sans but lucratif	1 155,2	8,9	1 133,5	8,9	-1,9
Entreprises commerciales	993,7	7,7	910,6	7,2	-8,4
Étranger	129,1	1,0	149,7	1,2	16,0

<sup>r</sup> révisé

Source(s) : Tableau CANSIM [358-0162](#).

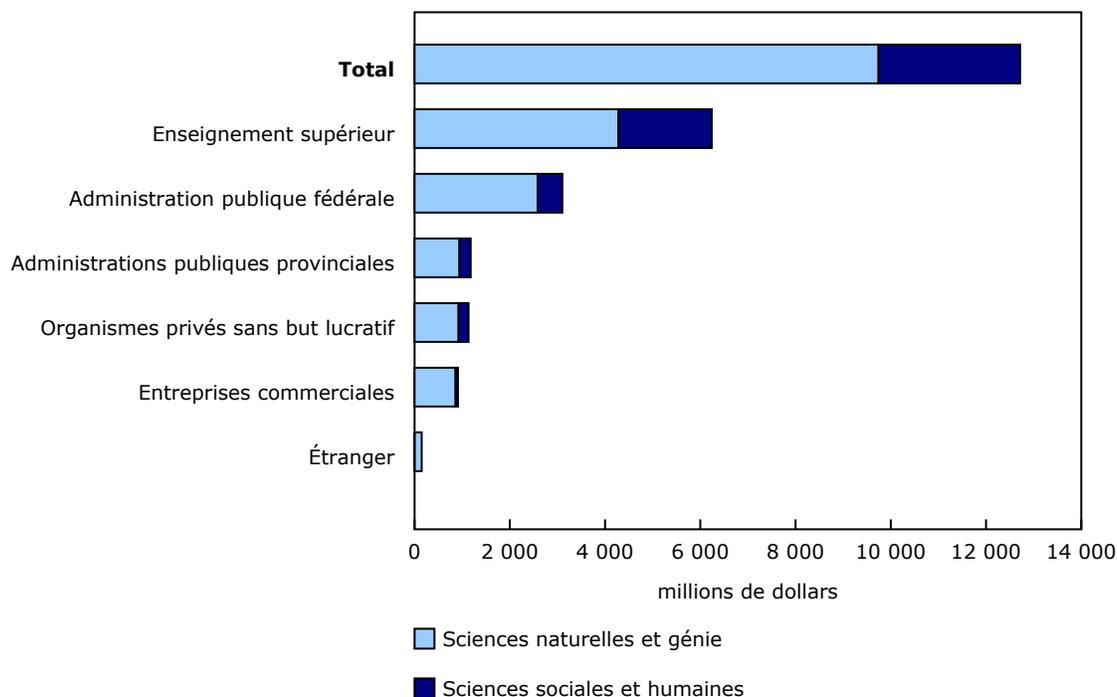
Les dépenses dans le domaine des sciences naturelles et du génie, qui représentaient 76,6 % de toutes les dépenses en R-D en 2013-2014, ont diminué de 2,8 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 9,7 milliards de dollars. Dans le domaine des sciences sociales et humaines, les dépenses ont augmenté de 1,5 % pour atteindre 3,0 milliards de dollars.

En 2013-2014, huit provinces ont enregistré une diminution des dépenses en R-D dans le secteur de l'enseignement supérieur. La plus forte baisse a été observée en Colombie-Britannique (-131,3 millions de dollars), suivie de l'Ontario (-63,8 millions de dollars) et de Terre-Neuve-et-Labrador (-58,6 millions de dollars). Des augmentations dans les dépenses en R-D au Québec (+84,6 millions de dollars) et au Manitoba (+37,9 millions de dollars) ont compensé en partie ces baisses.

Dans l'ensemble, quatre des six sources de financement de la R-D ont réduit leur financement en 2013-2014. Les plus fortes baisses en matière de sources de financement ont été affichées dans le secteur des administrations publiques provinciales, qui a connu une baisse de 182,6 millions de dollars (-13,4 %) pour s'établir à 1,2 milliard de dollars. Suivait le secteur des entreprises commerciales, en baisse de 83,1 millions de dollars (-8,4 %) pour s'établir à 911 millions de dollars en 2013-2014. Les réductions ont été contrebalancées par une augmentation du financement provenant du secteur de l'enseignement supérieur lui-même, en hausse de 1,5 % pour s'établir à 6,2 milliards de dollars, et du secteur étranger, en hausse de 16,0 % pour se chiffrer à 149,7 millions de dollars.

**Graphique 1**

**Dépenses au chapitre de la recherche et du développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, par source de financement et domaine scientifique, 2013-2014**



Source(s) : Tableau CANSIM 358-0162.

Le secteur de l'enseignement supérieur lui-même était celui qui a le plus contribué au financement en R-D, et ce, dans les deux domaines scientifiques. En 2013-2014, ce secteur a financé 65,9 % des dépenses en R-D effectuées dans le domaine des sciences sociales et humaines et 43,9 % des dépenses effectuées dans le domaine des sciences naturelles et du génie.

À l'échelle provinciale, le Manitoba était la seule province en 2013-2014 à n'avoir observé aucune diminution de financement en R-D de la part des six sources de financement de l'enseignement supérieur. En revanche, la Colombie-Britannique était la seule province où les six sources de financement en R-D ont diminué au chapitre de l'enseignement supérieur.

## **Note aux lecteurs**

### **Concepts des dépenses intérieures brutes de recherche et développement dans le secteur de l'enseignement supérieur (DIRDES)**

*Le secteur de l'enseignement supérieur comprend les universités et les hôpitaux de recherche affiliés, les stations expérimentales et les cliniques.*

*Les dépenses totales en recherche et développement (R-D) peuvent être classées dans deux domaines scientifiques : sciences naturelles et génie, et sciences sociales et humaines.*

*Il y a six sources de financement pour les dépenses de R-D dans le secteur de l'enseignement supérieur : les entreprises commerciales, les organismes privés sans but lucratif, l'administration publique fédérale, les administrations publiques provinciales, le secteur étranger et le financement interne du secteur de l'enseignement supérieur lui-même.*

### **Enquête Recherche et développement dans le secteur de l'enseignement supérieur**

*L'enquête Recherche et développement dans le secteur de l'enseignement supérieur a été menée au cours de l'exercice 2014-2015. L'objectif de l'enquête consistait à calculer les coefficients du temps consacré par le corps professoral aux activités de R-D selon le domaine scientifique universitaire. Ces nouveaux coefficients ont ensuite été appliqués dans le modèle DIRDES de Statistique Canada pour les exercices 2012-2013 et 2013-2014. Les données des exercices précédents ne sont pas comparables.*

*Pour obtenir plus de renseignements sur les concepts et les définitions relatifs aux DIRDES, veuillez cliquer sur l'onglet Information connexe de la présente diffusion.*

**Données offertes dans CANSIM : tableau [358-0162](#).**

**Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5109](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Recherche et développement dans le secteur de l'enseignement supérieur, 2014-2015

Les membres du corps professoral des établissements d'enseignement supérieur au Canada ont consacré en moyenne 42 % de leur temps de travail professionnel aux activités de recherche et développement au cours d'une semaine typique durant l'année universitaire 2014-2015.

### **Note aux lecteurs**

*Cette enquête recueille des renseignements sur la recherche et développement effectuée dans les établissements postsecondaires au Canada, plus précisément sur l'enseignement, la recherche menée par le corps professoral, son administration et les services qui lui sont offerts.*

*Les coefficients pour l'enquête Recherche et développement dans le secteur de l'enseignement supérieur (RDSES) de 2014-2015 peuvent être obtenus sur demande.*

*Pour obtenir plus de renseignements sur les concepts et les définitions relatifs aux RDSES, veuillez cliquer sur l'onglet Information connexe de la présente diffusion.*

### **Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5216](#).**

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

---

## Statistiques trimestrielles sur l'aviation civile, troisième trimestre de 2014

Les transporteurs aériens canadiens de niveaux I et II ont déclaré 18,9 millions de passagers embarqués au troisième trimestre de 2014, ce qui représente une hausse de 8,1 % par rapport au même trimestre de 2013.

Le nombre de passagers empruntant des vols réguliers a augmenté de 8,1 % pour atteindre 17,9 millions, alors que le nombre de passagers voyageant sur des vols d'affrètement a progressé de 8,9 % pour s'établir à 1,0 million. Le trafic a totalisé 47,5 milliards de passagers-kilomètres, en hausse de 9,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Ces transporteurs ont déclaré des recettes d'exploitation totales de 5,9 milliards de dollars, soit une hausse de 9,7 % par rapport au même trimestre de 2013, tandis que les dépenses d'exploitation totales ont augmenté de 5,5 % pour s'établir à 5,0 milliards de dollars. Ces hausses se sont traduites par un revenu d'exploitation de 911,7 millions de dollars qui, après inclusion des dépenses hors exploitation, a résulté en un revenu net de 587,1 millions de dollars.

Bien que le nombre moyen d'employés déclaré au troisième trimestre de 2014 se soit replié de 0,5 % pour se situer à 49 347, le total des salaires et traitements versés s'est accru de 2,0 % pour se chiffrer à 838,8 millions de dollars.

### **Note aux lecteurs**

*Les données qui figurent dans le présent communiqué trimestriel ne sont pas désaisonnalisées.*

### **Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 2712.**

Les données sur l'aviation civile paraîtront plus tard dans le bulletin de service *Aviation* (51-004-X).

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des tableaux de données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 ([infostats@statcan.gc.ca](mailto:infostats@statcan.gc.ca)), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 ([ligneinfomedias@statcan.gc.ca](mailto:ligneinfomedias@statcan.gc.ca)).

## Nouveaux produits et études

Il n'y a pas de nouveaux produits aujourd'hui.



### **Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada**

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10<sup>e</sup> étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2015. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>